



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto devrait permettre de réduire d'un milliard de tonnes les émissions de gaz à effet de serre

(Bonn, 10 mai 2006) – À l'ouverture de « Carbon Expo 2006 » à Cologne, le plus grand salon international du marché du carbone, le secrétariat des changements climatiques de l'ONU a prédit une hausse exponentielle des investissements dans les projets de réduction des émissions au titre du Protocole de Kyoto.

« Le franc succès remporté par le marché du carbone prouve l'efficacité des mécanismes souples établis par le Protocole de Kyoto », a indiqué M. Halldor Thorgeirsson, Secrétaire exécutif adjoint de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Outre la mise en oeuvre de politiques respectueuses du climat à l'échelle nationale, le Protocole permet aux pays d'atteindre leurs objectifs de réduction des émissions par le biais des mécanismes du marché prévus dans le traité. Par exemple, les pays industrialisés ont la possibilité d'obtenir, grâce au mécanisme pour un développement propre, des crédits ou quotas d'émissions en finançant des projets de diminution des émissions dans des pays en développement.

« En décembre 2005, 40 projets étaient enregistrés au titre du mécanisme pour un développement propre et 500 étaient en voie d'évaluation. Nous en sommes maintenant à 176, plus 600 en attente d'évaluation. Ces chiffres en disent long », a précisé M. Thorgeirsson.

Ce mécanisme peut être efficace très tôt dans le processus de mise en oeuvre, si bien que l'on prévoit un fléchissement des émissions de 910 millions de tonnes d'ici 2012, quantité correspondant aux rejets combinés du Royaume-Uni, de la Finlande, de la Nouvelle-Zélande et de l'Autriche en 2003.

« Nous approchons rapidement du chiffre symbolique d'un milliard de tonnes, qui équivaut aux émissions actuelles combinées de l'Espagne et du Royaume-Uni », a enchaîné M. Richard Kinley, Chef par intérim du secrétariat des changements climatiques à Bonn.

Cette déclaration survient cinq jours avant le début d'une nouvelle série de pourparlers sur le climat parrainés par l'ONU. Un cycle de négociations à l'échelle internationale examinera les options à long terme en matière de politique, notamment le potentiel du marché. Il sera suivi de nouvelles négociations, réunissant les 163 Parties au Protocole de Kyoto, sur les



engagements des pays industrialisés après 2012 – c'est-à-dire à l'issue de la première période d'engagement.

« Deux mécanismes du marché – le mécanisme pour un développement propre et l'échange de droits d'émission – ont déjà fait leurs preuves; le troisième – l'application conjointe – a bien démarré au début de l'année, avec les premières réunions du comité de supervision », a déclaré Halldor Thorgeirsson.

L'application conjointe est un mécanisme du Protocole qui autorise les pays développés à investir dans d'autres pays développés, notamment dans les pays d'Europe centrale et de l'Est en transition sur le plan économique, pour obtenir des crédits d'émission de carbone qui les aident à respecter leurs propres engagements en la matière.

« Les marchés ont besoin d'une sécurité à long terme, et c'est précisément ce que leur apporteront ces pourparlers et ces négociations », a-t-il ajouté.

Avis aux journalistes : Pour l'accréditation, les interviews et de plus amples informations, veuillez communiquer avec Mme Carrie Assheuer, Assistante à l'information publique : tél. : (+49-228) 815-1005 ou press@unfccc.int.

Vous pouvez également vous adresser à M. Alexander Saier, Chargé de l'information : tél. : (+49-228) 815-1509 ou M. John Hay, Directeur des communications et des médias : tél. : (+49-228) 815-1404; mobile : (+49-172) 258-6944. Voir aussi unfccc.int.